



Doc. 13074

23 novembre 2012

Vers un nouveau modèle social européen : quelle vision sociale pour l'Europe de demain ?

Proposition de résolution

déposée par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Aucune définition unique du modèle social européen ne fait l'unanimité. Dans son sens le plus large, la Confédération européenne des syndicats (CES) le définit comme "une vision de la société qui allie une croissance économique durable et des conditions de vie et de travail sans cesse améliorées". Ce modèle, associé à ce qu'il est convenu d'appeler l'Etat providence, a toujours été perçu comme une caractéristique distinctive de l'Europe de l'après-guerre, qui a su concilier le progrès social et la croissance économique au profit d'une grande majorité de la population, tout en suivant des approches différentes selon les spécificités régionales et nationales.

Les développements des dernières décennies, y compris l'impact de la mondialisation et de la crise financière et économique actuelle, sapent le modèle social européen traditionnel. Toutefois, au cœur de la crise et en se fondant sur un ensemble de valeurs communes, les experts discernent les signes de l'émergence d'un nouveau modèle social européen qui devrait être perçu comme une opportunité pour l'Europe. Ses éléments constitutifs sont notamment une solide culture d'entreprise, un nouvel équilibre entre la vie professionnelle et familiale, une égalité des sexes remaniée, un écart de revenus moins marqué que dans d'autres régions du monde, le rôle des syndicats dans le dialogue social, y compris au niveau européen, et l'existence d'un système de protection sociale.

L'Assemblée parlementaire devrait examiner les composants du nouveau modèle social européen qui est en train de voir le jour et qui devrait être consolidé à l'aide de mesures économiques et sociales cohérentes. Les politiques européennes actuelles, qui préconisent principalement l'instauration de programmes d'austérité et de réduction du niveau de la dette publique et qui continuent de menacer les droits démocratiques et sociaux, devraient être complétées par une nouvelle dimension : des politiques européennes constructives qui aideront également à reconquérir la confiance des citoyens européens dans les dirigeants publics et les politiques à tous les niveaux.

